

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** **Mauritanie**

**TYPE DE RAPPORT: FINAL**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2022

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** Consolidation de la paix à travers l’engagement des femmes et de la jeunesse et le renforcement des capacités des communautés dans la région du Hodh Chargui**Numéro Projet / MPTF Gateway:**  |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **OIM (Agence coordinatrice)** **HCR** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 16 septembre 2020**Date de fin de projet:** 22 mars 2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** * Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire
* Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.
* Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s’il s’agit de différents bureaux pays, Vous aurez l’occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Récipiendaire** | **Budget Alloué ($)** | **Transferts à ce jour ($)** | **Dépenses à ce jour ($)** |
| **OIM** | **800,000** | **800,000** | **740,467** |
| **HCR** | **700,000** | **700,000** | **700,000** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **TOTAL** | **1,500,000** | **1,500,000** | **1,440,467** |

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: **96%**\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\**Les modèles de budget sont disponibles* [*ici*](https://www.un.org/peacebuilding/content/application-guidelines)**Budgetisation sensible au genre:**Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ? **34%**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **507,413**Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **490,000** |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: OIM/HCRRapport approuvé par:      Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

*Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):*

Les résultats du projet sont globalement satisfaisants avec un taux de réalisation de 100%. Les activités prévues dans le cadre du projet ont été achevées grâce à une collaboration efficace entre les deux agences et un suivi conjoint régulier des activités du projet.

Dans le cadre du premier résultat, 76 comités villageois existants ont été redynamisés et formés sur la vie associative. 108 représentants de comités villageois ont également été formés sur la gestion des conflits, la gestion des frontières et des crises, la prévention de l’extrémisme violent et 47 jeunes ont été formés sur le leadership communautaire. Des ateliers de mise en relation des autorités régionales comme la commission régionale de gestion des frontières (CRGF), les autorités locales telles que le Wali, le Hakem et les maires, des comités villageois et des associations de jeunes ont également été réalisés. Cela a permis la création d’un cadre de coopération ayant pour but de renforcer le dialogue et la collaboration entre les autorités et les comités villageois pour prévenir les crises, favoriser la remontée d’informations en cas de crise et gérer les conflits récurrents autour de l’utilisation des ressources naturelles. En février et mars 2022, des rencontres entre la CRGF et les jeunes d’une part, et entre membres des comités villageois d’autre part, ont eu lieu afin de discuter des actions à entreprendre pour le renforcement de la participation des jeunes au processus de prise de décision locale, de l’amélioration de l’inclusion des jeunes dans une dynamique de promotion de la gouvernance des affaires publiques au niveau local, de préservation de la paix et enfin de discuter de l’opérationnalisation du cadre de coopération (Annexe 1).

Pour le second résultat, l’étude sur les vulnérabilités de la jeunesse finalisée en juillet 2021 ainsi que les planifications communautaires participatifs (PCP) réalisées ont permis d’identifier les besoins prioritaires des jeunes. En collaboration avec le HCR et le partenaire de mise en œuvre SOS désert, et afin de répondre aux priorités identifiées, des activités génératrices de revenus (AGR), y compris des boutiques communautaires, des boutiques d’aliments bétails, des boutiques de moulins à grains et de maraichage ainsi qu’un puits maraicher et un forage solaire ont été réalisées au profit de 280 jeunes hommes et femmes[[1]](#footnote-2) dans les localités d’Avernane et Koussana. A Koussana, 36 personnes (dont 5 femmes, 12 jeunes femmes et 19 jeunes hommes) ont bénéficié de formations (teinture, coiffure, électricité et briqueterie). Le HCR, en collaboration avec le partenaire de mise en œuvre Save The Children, ont par ailleurs conduit des activités d’alphabétisation au profit de 500 jeunes hommes et femmes ainsi que des formations en Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) ayant touché 365 jeunes.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

*Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):*

La redynamisation des comités villageois a permis une meilleure inclusion des jeunes et des femmes dans la prise de décision locale. Ils représentent désormais 77% des membres des 134 comités villageois, contre 40% début 2021. De plus, les activités de redynamisation, de formation des comités villageois sur la gestion des conflits, la gestion des frontières et des crises, la prévention de l’extrémisme violent et le leadership communautaire ont rendu ces comités plus autonomes[[2]](#footnote-3) et ont renforcé l’utilisation des approches collaboratives comme moyen de gestion des conflits. Le renforcement de capacités des comités villageois a permis à ceux-ci de mieux cerner les thématiques sur lesquelles ils ont été formés et privilégient aujourd’hui la coopération[[3]](#footnote-4) et l’anticipation comme attitude face aux conflits auxquels ils sont confrontés. A l’issue des formations, les comités villageois ont pu de manière autonome résoudre environ une centaine de cas de conflits communautaires[[4]](#footnote-5) grâce à l’utilisation du dialogue comme moyen de gestion des conflits, nécessitant de moins en moins l’intervention des autorités. De nombreux témoignages de membres des comités villageois ont également démontré l’importance de ces formations et leur utilité dans la gestion des conflits communautaires ainsi que le rôle que doivent jouer les comités auprès des autorités pour la gestion crises naturelles tout en assurant l’inclusion des jeunes et des femmes dans la prise de décision locale.

En janvier 2022 et à la suite des différentes formations et rencontres organisées, dans la région du Hodh Chargui, les 134 comités villageois ont été officiellement reconnus par le gouverneur de la région (*Wali*)[[5]](#footnote-6).(Annexe 2). Avec cette reconnaissance, les comités villageois joueront un rôle plus légitime et donc plus cohérent et essentiel dans la prévention et la gestion des conflits en faveur de la coopération locale pour la paix. Cette reconnaissance, au-delà de son aspect pratique, participe à l’inclusion des communautés, notamment des jeunes et des femmes, dans l’architecture locale de prise de décision.

En outre, les vulnérabilités des jeunes et femmes dans la région du Hodh Chargui sont désormais mieux comprises par les autorités et les partenaires. Les opportunités économiques de la région et les risques liés à l’extrémisme violent sont mieux évalués grâce à l’étude sur les vulnérabilités de la jeunesse qui a permis d’identifier clairement les besoins à prendre en compte. Les PCP réalisées dans les localités de Koussana et Avernane ont confirmé l’intérêt des jeunes pour les formations professionnelles et la volonté de bénéficier d’activités génératrices de revenus, afin de favoriser l’accès à l’emploi et d’améliorer leurs conditions de vie. Les modules d’alphabétisation, de formation TIC ou à la vidéographie ont donné aux jeunes des outils essentiels afin de s’insérer durablement dans la vie socio-économique locale. Les jeunes et les femmes ayant bénéficié des formations[[6]](#footnote-7) en électricité, teinture, coiffure, briqueterie ont par ailleurs pu générer des revenus et subvenir à leurs besoins en achetant des produits de première nécessité mais aussi en réinvestissant dans les activités qu’ils jugent prioritaires comme l’achat et la vente d’aliments bétail et l’installation de briqueteries. La création de brigades anti-feux incluant des jeunes issus des communautés hôtes et réfugiées a finalement permis des interactions accrues entre les communautés ainsi que l’inclusion durable des jeunes dans les mécanismes locaux de gestion des ressources naturelles.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: Les mécanismes régionaux (CRGF) et communautaires (Comités villageois) de gestion des conflits et de prise de décision sont renforcés et prennent mieux en compte la participation des jeunes hommes, femmes, réfugiés et migrants dans leur processus décisionnel.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On track with signifiant peacebuilding fund results**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

L’ensemble des activités dans le cadre ce résultat ont été achevés (produit 1.1, produit 1.2, produit 1.3).

*Renforcement des comités villageois et de l’interface avec la CRGF (Produits 1.1 et 1.3)*

* De juin à octobre 2021, 76 comités villageois, comprenant 758 membres dont 350 femmes et 229 jeunes, ont été redynamisés et formés sur la vie associative (caractéristiques d’un comité, tâches des membres, outils de gestion). Les sessions de formation réalisées ont largement amélioré les connaissances des participants sur la vie communautaire (+39% entre les tests pré et post-formation). 108 représentants des comités villageois (55 femmes dont 18 jeunes femmes et 53 hommes dont 30 jeunes hommes ont également été formés sur la gestion des frontières, la gestion des crises, la prévention de l’extrémisme violent et le leadership communautaire. Les différentes sessions de redynamisation et renforcement de capacités des comité villageois ont tout d’abord permis une meilleure inclusion des jeunes et des femmes (représentant plus de 70% des membres des comités) dans la prise de décision locale à travers les comités villageois mais aussi un renforcement du rôle des comités villageois et une meilleure autonomisation (faible intervention des autorités) dans la résolution des conflits. Ces activités ont également permis aux communautés d’être davantage sensibilisées sur l’importance de la collaboration des comités villageois avec les autorités, notamment sur la gestion des conflits. A la fin du projet, 70% (contre 32% en début de projet) des personnes enquêtées lors de l’enquête *endline* ont exprimé leur satisfaction sur la qualité de la communication sur les questions de gestion des conflits. De plus, 77% (contre 51 % auparavant) ont souligné l’augmentation du lien de confiance avec les institutions étatiques. Ceci s’explique par l’augmentation du niveau d’interaction entre ces deux acteurs à travers les différentes rencontres réalisées tout au long du projet. Aujourd’hui, les autorités communiquent de manière régulière avec les comités villageois sur les questions de crises ou de conflits. En témoigne l’exemple des feux de brousse, qui ont eu lieu en octobre 2021 et dont l’impact a été réduit grâce à l’intervention rapide des comités villageois qui ont remonté l’information à temps aux autorités. La mobilisation des brigades anti-feux soutenues par le projet dans le cadre de la gestion des ressources naturelles a eu un fort impact à la fois sur la préservation du couvert végétal et sur la cohésion sociale. Elle a suscité une forte reconnaissance de l’engagement des réfugiés de la part des communautés hôtes et des autorités de la Moughataa.
* En juin 2021, un atelier de travail impliquant la CRGF, la Commission Nationale de Gestion des Frontières (CNGF), et des représentants des comités villageois a permis l’opérationnalisation de la CRGF (existante déjà mais non opérationnelle) et la création d’un comité ad hoc chargé du développement d’un cadre de coopération. Un second atelier de travail réunissant le comité ad hoc et des membres de comités villageois a eu lieu en décembre 2021 et a permis la finalisation du document. Ce cadre de coopération a pour principal objectif d’officialiser les relations de travail entre la CRGF et les comités villageois, notamment en matière de dialogue entre les deux structures sur la thématique de la paix, la gestion des conflits et la gestion des ressources naturelles. Il définit donc le rôle de chaque acteur, les sujets d’intérêts communs ainsi que les activités à planifier pour renforcer la coordination entre ces deux acteurs.
* Deux ateliers de mise en réseau des associations de jeunes de Bassikounou ont été réalisés en décembre 2021 et février 2022. Durant le premier atelier 20 jeunes (13 jeunes hommes et sept jeunes femmes) ont été formés sur la gestion des conflits, la gestion des frontières, la prévention de l’extrémisme violent et le leadership communautaire. Ces deux ateliers, auxquels ont participé 40 jeunes (27 jeunes hommes et 13 jeunes femmes), ont permis de susciter l’engagement des jeunes en faveur de la consolidation du leadership et du rôle des jeunes dans les pratiques communautaires contraires à la préservation de la paix et à la coexistence pacifique des communautés. Les débats ont démontré la volonté des jeunes à contribuer au changement social et aspirent à définir un nouvel horizon favorable à la réalisation du bien-être économique et social des jeunes. Une proposition de plan d’action axé sur le renforcement des capacités des membres du réseau dans les domaines liés au leadership des jeunes, à la culture de la paix, à l’emploi et à la formation a été élaboré lors de l’atelier et les jeunes souhaitent que ces besoins prioritaires cités dans ce plan d’action soient pris en compte dans les projets à venir.

Figure 1.Rencontre entre CRGF et comité villageois le 18 février à Bassikounou

Deux rencontres entre la CRGF et les jeunes ont eu lieu les 17 et 18 février 2022 et ont vu la participation de 52 jeunes, dont 27 jeunes femmes et 25 jeunes hommes. Le dialogue entre la CRGF et les jeunes issus des comités villageois a été axé sur les conditions et les voies nécessaires à entreprendre pour le renforcement de la participation des jeunes au processus de prise de décision. Il en résulte un engagement des deux parties de poursuivre le dialogue pour consolider la paix, prévenir les conflits et agir pour anticiper les processus d’endoctrinement des jeunes dans l’extrémisme et la radicalisation, l’engagement des communes d’inclure les priorités de développement de la jeunesse dans la planification municipale et une concrétisation de la collaboration prévue dans le cadre de coopération entre la CRGF et les jeunes membres des comités villageois.

* Des équipements informatiques ont été distribués à la Commission Nationale de Gestion des Frontières (CNGF) et à la CRGF lors d’une cérémonie officielle de remise des équipements (Annexe 2) en juin 2021 pour renforcer les capacités techniques des deux structures.

*Renforcement de la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiées (Produit 1.2)*

* Afin de créer des cadres de concertations entre réfugiés et communautés hôtes, 14 clubs de femmes et 14 clubs d’enfants des villages autour du camp de Mbera ont été créés. Ces clubs mixtes (communautés hôtes et réfugiées) agissent de concert avec ceux du camp de Mbera déjà en place sur les thématiques de la paix et de la cohésion sociale mais également sur des problématiques de protection communes aux deux communautés. 120 jeunes, dont 45 jeunes femmes, se sont également impliqués dans la relance du Centre des jeunes de Bassikounou (nettoyage et plantation d’arbres dans la cour, choix des activités que le Centre pourrait proposer, etc.) et de l’organisation d’évènements sportifs (quatre rencontres impliquant les jeunes de toute la Moughataa afin de préparer l’organisation de trois tournois multisports avec des équipes mixtes réfugiés/hôtes). Par ailleurs, la célébration de la Journée Internationale de la Paix, le 21 septembre 2020, a permis de sensibiliser les communautés sur l’importance de la préservation et du renforcement de la cohésion sociale et du dialogue entre populations hôtes et refugiées. Environ 800 personnes issues des différentes communautés, des leaders réfugiés ainsi que des autorités de la Moughataa de Bassikounou (Hakem, Maire, etc.) y ont participé. Ces séances de formation et rencontres ont permis une augmentation du niveau d’interactions sociales positives entre communautés hôtes et réfugiés. Alors que 48% des bénéficiaires interrogés estimaient que les interactions sociales étaient positives lors de l’enquête baseline, ils sont 74% selon l’enquête endline.
* L’interface entre les 12 comités villageois proches du camp et les comités du camp de Mbera a été renforcée. 12 rencontres ont été organisées tandis que les activités de ces comités ont été soutenues afin de renforcer le dialogue et d’atténuer les tensions entre communautés hôte et réfugiée. 42 séances de sensibilisation aux conséquences des feux de brousse, au bon voisinage et à la protection ont parallèlement été organisées. 372 personnes, dont 15 femmes et 45 hommes réfugiés, ont été touchés par ces sessions de sensibilisation. Ces activités ont permis aux réfugiés de se sentir davantage impliqués dans les mécanismes institutionnels puisque 59% se sentaient impliqués en début de projet contre 81% à la fin du projet.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le projet a mis l’accent sur la promotion du leadership féminin, la défense des droits de l’enfance et sur l’inclusion des jeunes aux processus décisionnels :

* Renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans la prise de décision locale avec environ 46% des femmes et 30% des jeunes membres des comités villageois redynamisés. Cette représentativité a permis d’assurer que les actions prioritaires retenues lors des Planifications Communautaires Participatives (PCP) organisées sous le résultat 2 soient en adéquation avec les besoins des femmes et des jeunes.
* 47 personnes, dont 15 jeunes hommes, 32 femmes dont 10 jeunes femmes (dont 50% sont dans la tranche d’âge 18-23 ans et 50% entre 25 -30 ans) ont été formés sur le leadership communautaire. 67 jeunes femmes et 40 jeunes hommes ont participé aux rencontres entre la CRGF et les jeunes et entre les membres de comités villageois pour la promotion du dialogue entre les autorités et les communautés et le renforcement de la participation des jeunes dans la prise de décision locale.

**Résultat 2: Les jeunes hommes et jeunes femmes marginalisés, migrants et réfugiés sont renforcés dans leur potentiel d’agent de la paix, y compris en prévention de la radicalisation et des conflits autour des ressources naturelles, à travers une meilleure inclusion dans la vie socioéconomique et politique de leurs communautés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On track with significant peacebuilding fund results**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

L’ensemble des activités prévues dans le cadre de ce résultat ont été réalisés à 100%.

*Meilleure compréhension des vulnérabilités (Produit 2.1)*

L’étude sur les vulnérabilités de la jeunesse dans le Hodh Chargui (Annexe 3) a été finalisée et validée lors d’un atelier de restitution de l’étude en mi-présentiel le 31 juillet 2021 avec la participation de 62 personnes dont 45 hommes, 17 femmes (27 en présentiel et 37 en ligne), des représentants du gouvernement et des différents ministères[[7]](#footnote-8), des bailleurs et des partenaires tels que l’Agence française de développement (AFD), l’Ambassade du Japon, le Secrétariat du PBF, l’Agence belge de développement (ENABEL), la Coopération italienne internationale (COOPI), Taazour[[8]](#footnote-9), le HCDH, l’UNICEF, la FAO, le BIT, l’ONUDC et l’ONUSIDA.

Cette étude a permis de comprendre les facteurs de vulnérabilités qui limitent l’intégration des jeunes dans le tissu social (via la participation à des initiatives locales de gouvernance ou dans le monde associatif) et économique (à travers l’accès à des emplois ou des activités génératrices de revenus). Elle a également mis en exergue la manière dont ces facteurs pourraient engendrer des phénomènes de désaffiliation et de dérive, notamment vers l’extrémisme violent. Elle fournit des recommandations essentielles à prendre en compte par les différents intervenants[[9]](#footnote-10) de la zone pour répondre aux problèmes rencontrés par les jeunes et renforcer la cohésion sociale dans la région du Hodh Chargui. Ci-dessous quelques conclusions tirées de l’étude :

* De manière générale, l’étude a permis de ressortir la difficulté des jeunes de 15-35 ans à s’émanciper de leur famille et à acquérir une autonomie économique, résidentielle et conjugale. Le taux de chômage des jeunes demeure élevé avec 36,4% des jeunes de la communauté hôte qui occupent un emploi contre 27,10% pour les réfugiés. L’insertion des jeunes continuera à passer par l’auto-emploi et si des dispositifs de facilitation à la création devaient être élaborés, ils tireraient leur force de la capacité de faire évoluer les AGR dans des véritables laboratoires précurseurs d’emploi (avec donc des investissements par individu plus importants) tout en les articulant avec des dispositifs d’accès au crédit (via les IMF et éventuellement en s’appuyant sur les groupes d’épargne déjà en place ou en voie de constitution).
* Malgré l’élargissement des opportunités, la situation des jeunes (qui constituent environ un tiers de la population totale) reste critique. D’ailleurs, par-delà les différences statutaires, les jeunes du camp de M’berra sont soumis aux mêmes fragilités que les jeunes résidents. Les trajectoires de vulnérabilité se construisent ainsi en parallèle et marquent la difficulté des jeunes à s’émanciper de leur famille et à acquérir une autonomie économique, résidentielle et conjugale. En outre, les hiérarchies générationnelles s’additionnent à la rigidité des structures sociales ou l’ascension est souvent déterminée par l’ascendance familiale et lignagère. Les fortes inégalités sont ainsi vécues parfois comme des fatalités (et restreignent l’imaginaire de jeunes dans la détermination de leur avenir) autrefois comme des injustices et représentent donc le déclencheur potentiel d’éventuels phénomènes de désaffiliation et de dérive violente.
* Le rétablissement d’un dialogue entre les jeunes et l’administration, la participation des jeunes dans les comités avec une volonté et des capacités renforcées pour la gouvernance locale, organiseraient des opportunités pour les jeunes. Parallèlement, l’augmentation des opportunités et la réduction des inégalités restent vitales pour les jeunes à HEC, à travers le renforcement du système éducatif, de la provision des formations professionnelles, de l’insertion des jeunes dans les métiers sur le terrain avec une réhabilitation symbolique du statut des métiers dans les lieux ruraux, de la promotion des entreprenariats, du renforcement du déploiement de mécanismes de protection sociale déclinés à long terme.

*Participation accrue à la vie socio-économique des jeunes femmes et des jeunes hommes issues des communautés réfugiées et hôtes (Produit 2.2)*

L’OIM et le HCR, en collaboration avec leur partenaire de mise en œuvre SOS désert, ont organisé deux PCP fin juin 2021 dans les localités de Koussana et Avernane. Les PCP ont permis d’identifier les besoins prioritaires des populations comme la promotion des AGRs communautaires (briqueterie, puits maraicher, boutiques communautaires jeunes et femmes équipées en aliments bétails, produits pharmaceutiques et vétérinaires, activités d’embouches, maraichage et mise à disposition des intrants agricoles, installation et formation sur l’utilisation de deux moulins à grains) et la mise en place d’une banque d’aliment de bétail. Ces PCP ont par ailleurs permis de renforcer l’inclusion des jeunes et des femmes dans la prise de décision locale. 23 hommes, dont sept garçons, et 15 femmes, dont huit femmes, y ont participé.

* Sur la base des besoins prioritaires identifiés lors de ces PCP, l’OIM et le HCR, en collaboration avec leur partenaire de mise en œuvre SOS Désert, ont mis en place des AGR dans les localités de Koussana et Avernane[[10]](#footnote-11). La principale source de revenu dans ces localités reste l’élevage. Dans la localité d’Evernane, un forage a été réhabilité, avec une augmentation de la capacite de production de l’eau et son stockage. Cela a contribué à résoudre le problème de l’eau pour l’ensemble des habitants et le bétail de la zone. 280 jeunes et femmes ont bénéficiés de ces AGR à travers la construction de boutiques communautaires pour les femmes, de boutiques d’aliment bétails pour les jeunes, de moulins à grain ainsi que par la mise en place d’embouches des petits ruminants.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | **Statistiques des personnes identifiées ou désignées pour les activités du projet à Avernane et Koussana**  |
| **N°** | **Activités** | **Nbre de jeunes hommes** | **Nombre d’hommes** | **Nbre de jeunes femmes** | **Nbre de femmes** | **Nbre de bénéficiaires** |
| 1 | Boutiques communautaires | 0 |  | 79 | 14 | 93 |
| 2 | Moulins à grain | 11 |  | 14 | 6 | 31 |
| 3 | Embouches ovines | 58 |  | 7 |  | 65 |
| 4 | Briqueterie | 30 | 0 | 0 | 0 | 30 |
| 5 | Maraichage  | 0 | 0 | 8 | 17 | 25 |
| 6 | Banque aliments bétail | 32 | 4 | 0 | 0 | 36 |
|   | **Total des bénéficiaires** | **131** | **4** | **108** | **37** | **280** |

* Suite à la mise en œuvre de ces activités de février à avril 2022, les jeunes et les femmes ont pu générer un revenu total de 434 700 MRU[[11]](#footnote-12) (dont 20 040 MRU dans la vente de voiles teintés par les femmes, 396 000 MRU dans la vente d’aliments bétail et 18 660 dans le maraichage). Grace au maraichage, les femmes ont pu récolter 1 136 Kg de fruit et légumes et consommé 515 kg dans la localité de Koussana. Au niveau d’Evernane, les femmes ont enregistrés un bénéfice total de 70 700[[12]](#footnote-13) MRU (46 700 MRU dans la vente de produits et 24 000 MRU concernant la banque aliment bétail). Sur les activités d’embouche ovine, les jeunes ont pu réaliser un bénéfice de 5 600[[13]](#footnote-14) MRU. Concernant les moulins à grain, les bénéfices enregistrés sont de 4 000 MRU. Ces revenus ont été réinvestis dans l’achat de moyens de production (produits de teinture, d’aliments bétail) et de produits de première nécessité. La mise en place d’un dispositif de vente d’aliments bétails a été jugée très pertinente par les communautés. Dans les deux localités d’Evernane et de Koussana, ou respectivement un stock initial de 12 tonnes et 75 tonnes ont été mis à disposition des communautés. Cela a facilité l’accès à l’aliment bétail durant la soudure pastorale qui avait débuté très tôt cette année avec le déficit fourrager dès le mois de février 2022. Ces stocks de proximité ont par ailleurs été placée dans des localités de transhumances.

 

*Figure 2. Briqueterie des jeunes à Koussana Figure 3. Boutique communautaire des femmes à Avernane*

****Du 15 au 17 février 2022, un atelier de trois jours a permis à deux Associations Villageoises d’Epargne et de Crédit (AVEC)[[14]](#footnote-15), créées par SOS Désert en collaboration avec l’OIM, de bénéficier d’une formation sur la gestion des microentreprises et la comptabilité simplifiée. 20 personnes, dont 11 femmes et neuf hommes, membres de comités de gestion des AGR mis en place, ont amélioré leurs connaissances sur la gestion et la comptabilité de 100% contre 20% en début de formation. A la fin de ces sessions de renforcement de capacités, les AVEC sont maintenant capables d’utiliser convenablement les outils de gestion (journal de vente, achats, stock) et de gérer les activités génératrices de revenus mis en place.

Figure 4. Atelier de formation des AVEC sur la gestion et la comptabilité simplifié à Koussana du 15 au 17 février 2022

* Sept centres d’alphabétisation (trois au camp de Mbera, deux à Bassikounou et deux à Fassala) ont été ouverts et ont permis à 500 jeunes, dont 465 jeunes femmes, de bénéficier de modules en français et en arabe. Les activités d’alphabétisation ont été prolongées jusqu’en mars 2022 grâce à des financements additionnels du HCR. 181 jeunes ont par ailleurs pu bénéficier de formations TIC au centre de connectivité de Mbera. Une formation sur les compétences de vie (compétences sociales et de communication, modules sur le concept positif de soi et la maitrise de soi) a également été organisée au profil des jeunes de Bassikounou sur une période de cinq jours. 60 jeunes, dont 25 jeunes femmes, ont bénéficié de cette formation. Huit jeunes, dont quatre femmes, ont également bénéficié d’une formation à la vidéographie et se sont chacun vu remettre un kit participant (smartphone, trépied, carte SD/micro-SD etc). Ils disposent ainsi des bases théoriques et outils afin de réaliser une vidéo journalistique courte et de la diffuser. Une journée de création et d’exposition de courts métrages a été organisée à l’issue de la formation. 45 personnes, dont 15 femmes, y ont participé. Ces initiatives ont ainsi permis de renforcer les capacités d’un nombre important de jeunes et femmes afin de permettre leur participation accrue à la vie socio-économique locale.
* Le renforcement des brigades anti-feux de brousse du camp de Mbera a permis d’éteindre 11 feux de brousse déclenchés de manière précoce entre septembre 2021 et juin 2022. Ces opérations ont permis un travail conjoint entre communautés hôtes et refugiées. Entre 60 et 70 réfugiés, appuyés par quelques membres des communautés hôtes, ont participé aux six opérations. Huit brigades anti-feux, comprenant au total 65 jeunes volontaires dont 23 femmes, ont par la suite été créées dans les communes de Bassikounou et Fassala. Ces brigades ont permis une interaction accrue entre les réfugiés et populations hôtes dans la gestion inclusive, équitable et durable des ressources naturelles.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

*Inclusion des femmes et jeunes*

* 280 hommes et femmes ont bénéficié d’activités génératrices de revenus. A Koussana, 37 femmes et 32 jeunes femmes ont bénéficié du maraichage, des moulins à grains et de la boutique communautaire pour y pratiquer la teinture, coiffure et réinvestir pour vendre également des produits de première nécessité. Six hommes et 56 jeunes hommes bénéficient de la briqueterie mis en place ainsi que de la boutique d’aliments bétails et de produits pharmaceutiques et vétérinaires. A Avernane, 60 femmes ont bénéficié des boutiques communautaires, 18 jeunes des moulins à grains, 65 jeunes des embouches ovines et six hommes de banques aliments bétail. Par ailleurs, 92% des bénéficiaires du projet interrogés affirment pratiquer une activité génératrice de revenus après ces formations.
* Selon les résultats de l’évaluation finale du projet, 93% des bénéficiaires interrogés jugent que la participation des femmes aux processus de consolidation de la paix est satisfaisante en raison d’une meilleure implication des femmes dans la prise de décision locale et dans les activités génératrices de revenus (boutiques communautaires gérés par les femmes, le maraichage).
* Par ailleurs, 93,64% des interviewés déclarent que le projet a contribué à l’égalité des sexes. L’argument avancé par les bénéficiaires concerne la nature des activités réalisées. Certaines sont spécifiquement destinées aux femmes et d’autres aux hommes de façon presque égale, tandis que d’autres sont mixtes et gérées par jeunes et les femmes comme les moulins à grain.

**ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1 :****Les mécanismes régionaux (CRGF) et communautaires (Comités villageois) de gestion des conflits et de prise de décision sont renforcés et prennent mieux en compte la participation des jeunes hommes, femmes, réfugiés et migrants dans leur processus décisionnel** | Indicateur 1.aDegré de satisfaction des communautés frontalières et des autorités locales dans le HEC sur la qualité de la communication sur les questions de sécurité et de gestion des conflits | **32%** | **65 % des personnes sondées (comités et autorités) sont satisfaites du niveau de communication** | **65 % des personnes sondées (comités et autorités) sont satisfaites du niveau de communication** | 88,24% . La majorité des interviewés, soit 67,65%, trouvent que le niveau de communication est satisfaisant, contre 20,59% qui le trouve très satisfaisant et 11,76 % peu satisfaisant. |  |
| Indicateur 1.bNombre de comités villageois formés et impliqués dans le processus décisionnel au niveau régional | **0 comité villageois** | **25 comités villageois formés et impliqués dans le processus décisionnel** | **25 comités villageois formés et impliqués dans le processus décisionnel** | 27 comités villageois sont impliqués dans le processus décisionnel. |  |
| Indicateur 1.cNombre de conflits gérés et résolus impliquant directement les comités villageois | **0 conflit géré** | **50 conflits gérés et résolus**  | **50 conflits gérés et résolus** | Au moins 150 conflits, dont 34 sur le camp de Mbera, ont été gérés et résolus en impliquant directement les comités villageois. |  |
| Produit 1.1**Les membres des comités villageois ont les structures et la formation nécessaires à la gestion de conflits communautaires et à la participation des jeunes et des femmes dans la prise de décision locale**  | Indicateur 1.1.1Nombre de comités villageois redynamisés dans le HEC | **50** | **Plus de 75 comités villageois sont redynamisés dans le HEC** | **Plus de 75 comités villageois sont redynamisés dans le HEC** | 76 comités villageois ont été redynamisés et formés sur la vie associative |  |
| Indicateur 1.1.2Nombre de comités formés sur la gestion des conflits, la gestion des ressources et la participation inclusive de tous les membres de la communauté | **50** | **75 comités formés (impliquant 25 femmes et 25 jeunes dont 15 jeunes hommes et 10 jeunes femmes)** | **75 comités formés (impliquant 25 femmes et 25 jeunes dont 15 jeunes hommes et 10 jeunes femmes)** | 108 représentants de comités villageois (55 femmes dont 18 jeunes femmes et 53 hommes dont 30 garçons) ont été formés sur la gestion de conflits, gestion des frontières et des crises, la prévention de l’extrémisme violent et le leadership communautaire. |  |
| Indicateur 1.1.3Nombre de jeunes et de femme des comités villageois formés au leadership communautaire | **0** | **50 jeunes hommes et femmes formés (dont 25 femmes et 25 jeunes dont 15 jeunes hommes et 10 jeunes femmes)** | **50 jeunes hommes et femmes formés (dont 25 femmes et 25 jeunes dont 15 jeunes hommes et 10 jeunes femmes)** | 47 personnes dont 15 jeunes hommes, 32 femmes dont 10 jeunes femmes membres de comités villageois ont été formés sur le leadership communautaire. |  |
| Indicateur 1.1.4Nombre d’ateliers de concertation organisés avec les associations de jeunes et de femmes (et la participation de réfugiés) dans le HECNombre de représentants d’associations formées | **0****0** | **2 Ateliers de formation** **20.** **le projet s’efforcera, selon la composition du staff des associations sélectionnées, d’arriver à au moins 50% de femmes.** | **2 Ateliers de formation** **20.** **le projet s’efforcera, selon la composition du staff des associations sélectionnées, d’arriver à au moins 50% de femmes.** | Deux ateliers de mise en réseau des associations des jeunes ont été réalisés. 20 dont 13 jeunes hommes et 7 jeunes femmes ont été formés sur la gestion des conflits, la prévention de l’extrémisme violent et le leadership communautaire. |  |
| Produit 1.2**La cohésion sociale entre la communauté hôte et réfugiée est améliorée** | Indicateur 1.2.1Nombre de rencontres récréatives organisées entre réfugiés et communautés hôtes | **0** | **2 rencontres récréatives organisés entre réfugiés et communautés hôtes**  | **2 rencontres récréatives organisés entre réfugiés et communautés hôteshôtes** | 6 rencontres ont été organisées entre réfugiés et communautés hôtes.  |  |
| Indicateurs 1.2.2Augmentation du niveau d’interaction sociale positive entre communautés hôte et refugies | **48%** | **58% (50%H/50%F)** | **58% (50%H/50%F)** | 74% des bénéficiaires déclarent qu’il constate une augmentation du niveau d’interactions sociales positives entres communautés hôtes et réfugiées.  |  |
| Produit 1.3**Renforcement de l’interface entre les comités villageois et la CRGF pour une meilleure inclusion des jeunes, des femmes, des réfugiés et des migrants dans la gestion des conflits et les mécanismes institutionnels** | Indicateur 1.3.1Nombre d’ateliers de travail auprès de la CRGF sur l’implication des communautés frontalières dans la gestion des risques liés à l’extrémisme violent Nombre de rencontres avec la CRGF pour l’élaboration d’un cadre de coopération institutionnalisant l’inclusion des comités villageois dans la prise de décision locale | **0** | **1 atelier de travail auprès de la CRGF sur l’implication des communautés frontalières dans la gestion des risques liés à l’extrémisme violent** **2 rencontres avec la CRGF pour l’élaboration d’un cadre de coopération institutionnalisant l’inclusion des comités villageois dans la prise de décision locale** | **1 atelier de travail auprès de la CRGF sur l’implication des communautés frontalières dans la gestion des risques liés à l’extrémisme violent** **2 rencontres avec la CRGF pour l’élaboration d’un cadre de coopération institutionnalisant l’inclusion des comités villageois dans la prise de décision locale** | Deux ateliers dont un avec la CNGF et un autre avec la CRGF à Néma ont été réalisés. Ces ateliers ont permis l’officialisation du travail entre la CRGF et les comités villageois.Un atelier de trois jours en décembre a été réalisé pour la finalisation du cadre de coopération entre la CRGF et les comités villageois. |  |
| Indicateur 1.3.2Nombre de rencontres organisées entre membres des comités villageois (25 jeunes et 25 femmes)Nombre de rencontres organisées entre membres des comités villageois et les représentants de la CRGF (15 personnes) | **0****0** | **2 rencontres organisées entre membres des comités villageois (25 jeunes et 25 femmes)****2 rencontres organisées entre membres des comités villageois (25 jeunes et 25 femmes) et les représentants de la CRGF (15 personnes)** | **2 rencontres organisées entre membres des comités villageois (25 jeunes et 25 femmes)****2 rencontres organisées entre membres des comités villageois (25 jeunes et 25 femmes) et les représentants de la CRGF (15 personnes)** | Deux rencontres entre membres de comités villageois impliquant 34 jeunes femmes et 15 jeunes garçons ont été réalisés en mars 2022 pour discuter des acquis du projet, des attentes face au cadre de coopération développé et des activités à planifier.Deux rencontres entre les membres de la CRGF et 52 jeunes (dont 27 jeunes femmes et 25 jeunes hommes) ont été organisées en février 2022. | . |
|  | Indicateur 1.3.3Nombre de réfugiés mobilisésPourcentage de réfugiés qui se sentent impliqués dans les mécanismes institutionnels | **59%** | **300 réfugiés mobilisés (200 hommes, 100 femmes, dont 40 jeune homme et 40 jeune femmes)****77% (dont 50% d’H ; 50% de F)** | **300 réfugiés mobilisés (200 hommes, 100 femmes, dont 40 jeune homme et 40 jeune femmes)****77% (dont 50% d’H ; 50% de F)** | 165 réfugiés mobilisés (100 hommes, 45 femmes, 10 jeunes femmes, 10 jeunes hommes)81% des réfugiés se sentent impliqués dans les mécanismes institutionnels.  |  |
|  | Indicateur 1.3.4Création de stocks de contingence et dotation en matériel en cas de crise aux frontières pour les CRGF et les comités villageois% de population cible qui ressent un lien de confiance avec les institutions étatiques | **Pas de stocks, pas de matériel****51%** | **Stocks créés et matériel mis à disposition** **61% de la population enquêtée (dont 50%H/50F)** | **Stocks créés et matériel mis à disposition** **61% de la population enquêtée (dont 50%H/50F)** | Le stock est créé.Des équipements informatiques pour l’opérationnalisation de la CNGF et de la CRGF ont été distribués lors d’une cérémonie de remise des équipements début juin 2021.77% des personnes interrogés lors de l’enquête endline du projet ressentent un lien de confiance avec les institutions étatiques  |  |
| **Résultat 2 :** **Les jeunes hommes et jeunes femmes marginalisés, migrants et réfugiés sont renforcés dans leur potentiel d’agent de la paix, y compris en prévention de la radicalisation et les conflits autour des ressources naturelles, à travers une meilleure inclusion dans la vie socioéconomique et politique de leurs communautés** | Indicateur 2.a% de femmes et de jeunes hommes et femmes qui se sentent autonomisé autant qu’agent de la paix | **34%** | **51% (30% Femmes et 20 % jeunes (50% H et 50 % F)).** | **51% (30% Femmes et 20 % jeunes (50% H et 50 % F)).** | 67, 35% se sentent autonomisés en tant qu’agent de la paix (36% femmes, 64 % Jeunes : 42 % F et 58 % H |  |
| Indicateur 2.bAccroissement de la participation des jeunes aux structures locales de résolution des conflits  | **0** |  **45 (pourcentage de jeunes qui participent directement dans les structures locales de résolution de conflits)** | **45 (pourcentage de jeunes qui participent directement dans les structures locales de résolution de conflits)** | 80% de jeunes participent aux structures locales de gestion des conflits. |  |
| Indicateur 2.cNombre de décisions communautaires prises et mise en œuvre pour faciliter une gestion apaisée des ressources naturelles | **0** | **35 décisions communautaires prises et mise en œuvre pour faciliter une gestion apaisée des ressources naturelles** | **35 décisions communautaires prises et mise en œuvre pour faciliter une gestion apaisée des ressources naturelles** | 45 décisions communautaires sont prises pour améliorer la gestion des ressources naturelles.  |  |
| Produit 2.1**Améliorer la compréhension des vulnérabilités présentant un risque d’exploitation des communautés dans les zones frontalières par les groupes armés et comment les atténuer** | Indicateur 2.1.1Etude conjointe sur la vulnérabilité des jeunes à l’extrémisme violent dans le HEC disponible | **Pas d’étude disponible sur le sujet** | **1 Etude conjointe sur la vulnérabilité des jeunes à l’extrémisme violent dans le HEC disponible**  | **1 Etude conjointe sur la vulnérabilité des jeunes à l’extrémisme violent dans le HEC disponible**  | 1 étude a été finalisée et un atelier de restitution a été réalisé le 31 juillet. |  |
| Produit 2.2**Les jeunes et les femmes des communautés hôtes et réfugiées participent à la vie socioéconomique de leurs communautés et deviennent des facteurs de stabilité et de cohésion sociale.** | Indicateur 2.2.1Organiser un PCP par zone d’intervention (2 au total) pour tous les bénéficiaires ciblés afin de comprendre et valider les besoins des jeunes. | **1 PCP** | **2 PCP à élaborer pour deux zones d’intervention** | **2 PCP à élaborer pour deux zones d’intervention** | Deux PCP ont été finalisées fin juin dans les villages de Koussana et Avernane. |  |
| Indicateur 2.2.2Nombre de jeunes qui bénéficient d’une activité de valorisation et d’intégration économique sur la base des recommandations des PCP% de jeunes qui se sentent mieux intégrés dans la vie économique de leur région à la suite des formations  |  | **250 dont 125 Hommes et 125 Femmes** **+30% de jeunes hommes ; +30% de jeunes femmes** | **250 dont 125 Hommes et 125 Femmes** **+30% de jeunes hommes ; +30% de jeunes femmes** | 280 personnes ont bénéficié d’activités génératrices de revenus à Koussana et Avernane (97 femmes et 12 hommes, 171 jeunes)92% des jeunes ont affirmé avoir une activité économique à la suite des formations dans le cadre du projet. |  |
|  | Indicateur 2.2.3Organiser au moins deux formations de compétence personnelles pour un groupe de 60 personnes (30 H/ 30 F) et par zone d’interventionHCRNombre de jeunes impliqués dans des activités de renforcement de capacités (homme et femme) | **0** | **3 compétences personnelle formation par année dans des recommandes par les jeunes hommes et femmes au préalable (avec 40% de participation des femmes)****HCR****350 dont 250 hommes et 100 femmes**  | **3 compétences personnelle formation par année dans des recommandes par les jeunes hommes et femmes au préalable (avec 40% de participation des femmes)****HCR****350 dont 250 hommes et 100 femmes** |  36 personnes dont 5 femmes 12 jeunes femmes et 19 jeunes hommes ont été formés sur la teinture, l’électricité, la maçonnerie et la coiffure dans la localité de Koussana.749 jeunes, dont au moins 494 femmes, impliqués dans une activité de renforcement de capacités (alphabétisation 500 jeunes, TIC 181 jeunes, compétences de vie 60 jeunes, vidéographie 8 jeunes)  |  |
|  | Indicateur 2.2.4Nombre de réunions organisées par les comités villageois sur la gestion inclusive, équitable et durables des ressources créées par le projetNombre de réfugiés et de population hôte impliqués dans les réunions mentionnées à l’indicateur 2.2.4 | **0****0** | **6 réunions et 4 structures à Bassikounou et Fassala****HCR****400 personnes dont 200 jeunes (120 hommes et 80 femmes) réfugiés et la population hôtes**  | **6 réunions et 4 structures à Bassikounou et Fassala****HCR****400 personnes dont 200 jeunes (120 hommes et 80 femmes) réfugiés et la population hôtes**  | 4 réunions inter-comités (villageois et brigades anti-feu) et 4 structures (1 à Bassikounou, 1 à Fassala, 1 au camp de Mbera, 1 à Megve)400 personnes, dont 116 jeunes, sont impliqués dans des réunions organisées par les comités villageois sur la gestion inclusive, équitable et durable des ressources créées par le projet. |  |

**Partie III: Questions transversales**

*En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):*

La redynamisation des comités et les formations réalisées au profit de 108 représentants de comités villageois sur la gestion des conflits, la gestion des frontières et des crises, la prévention de l’extrémisme violent et le leadership communautaire ont permis d’obtenir la reconnaissance officielle des comités villageois de la part des autorités et aux membres des comités villageois de s’approprier des notions sur la prévention et la gestion des conflits liés à l’accès aux ressources naturelles ainsi que sur le leadership pour prendre les décisions utiles, judicieuses afin d’instaurer un climat de paix et d’assurer la cohésion sociale dans la région du Hodh Chargui. Les activités réalisées tendent petit à petit à modifier les comportements des populations vis-à-vis des réfugiés mais aussi de leur relation avec les autorités locales, avec qui la collaboration et le dialogue sont des enjeux nécessaires pour instaurer une paix durable et minimiser les conflits récurrents auxquelles fait face la population. Certains comités prennent même des initiatives permettant d’améliorer le bien-être des populations par le biais de l’engagement communautaire et du dialogue.

**Nasra Mint Mouftah, présidente du comité villageois de Baghdad 2, témoigne de l’importance des formations reçues** **et des initiatives prises par les jeunes membres des comités à la fin de la mission de redynamisation des comités villageois en Octobre 2021** « *En tant que présidente du comité villageois de Baghdad 2, je tiens à vous remercier pour avoir redynamisé notre comité par des formations très instructives, surtout celle relative au leadership communautaire. Aujourd’hui, beaucoup de jeunes de notre village se sentent davantage concernés et responsables de la vie communautaire. Certains se portent volontaires pour des actions dans le village tel que la propreté du village par le ramassage de poubelles* ».

De plus, selon l’enquête *endline* du projet, 74% des réfugiés interrogés estiment qu’il y a une amélioration de l’interaction positive entre les réfugiés et la communauté hôte. Cela s’explique par une meilleure implication des réfugiés dans les activités communautaires et les rencontres fréquentes avec la population hôte pour discuter de l’organisation autour des points d’eau et de l’accès aux ressources naturelles dans le but d’éviter tout type de conflit.

L’amélioration de la représentativité des jeunes et des femmes à travers les comités villageois[[15]](#footnote-16) a également permis une meilleure inclusion des jeunes et des femmes dans la prise de décision locale.

**Bouna Ould Hamady, président du comité de Ehel Tiki (commune de Fassala) a souligné l’importance de l’inclusion des jeunes et femmes** dans toutes les décisions qui seront prises prochainement par le comité « *Afin d’assurer une meilleure inclusion de la jeunesse, l’assemblée villageoise a, malgré mon jeune âge, porté son choix sur moi pour présider notre comité. Après avoir suivi les différentes formations, je me sens en mesure de prendre en charge cette responsabilité. Dès à présent, j’associe les jeunes et les femmes du village dans l’ensemble des activités pour leur vivacité sans pour autant oublier de demander conseil aux sages* ».

Rapport visibilité détaillé en annexe 5.

Globalement et en se basant sur les résultats de l’évaluation finale, le projet est pertinent car il prend en compte les différentes préoccupations des bénéficiaires et répond à leurs besoins réels (AGR, formations professionnelles, renforcement de capacité des comités villageois) , en effet grâce à la mise en œuvre de ces AGRs , les bénéficiaires ont pu réaliser des revenus importants qui leur a permis de répondre à leur besoins et de réinvestir dans les activités qu’ils jugent prioritaires (achats de produits de première nécessité, aliments bétail…). En termes d’efficacité, le projet a mis en place l’ensemble des activités prévues. En effet, 75 % des bénéficiaires interviewés jugent que les objectifs du projet ont été atteints à un taux compris entre 50 et 75 %. La plupart des bénéficiaires sont de plus satisfaits des interventions réalisées. 90% des bénéficiaires interviewés considèrent que les résultats obtenus auront beaucoup de chance de continuer lorsque l’appui du projet aura cessé. Les bénéficiaires ayants souligné que les résultats obtenus auront beaucoup de chance de continuer lorsque l’appui du projet aura cessé sont ceux qui ont déclarés qu’il existe un dispositif ou mécanisme pour la pérennisation des activités du projet. Ce mécanisme de pérennisation se manifeste, dans toutes les localités visitées, à la mise en place des comités de gestion pour chaque activité et au système de gestion mis en place. Ce dernier est systématique dans les activités commerciales (les boutiques de femmes, les boutiques de vente d’aliment de bétail et les moulins à grains…). De cette manière, l’appropriation des réalisations par les bénéficiaires et leur volonté de les poursuivre montre que les actions ont le potentiel d’être durables.

Toutefois, selon l’évaluation finale du projet, 57% des bénéficiaires interrogées estiment que le projet a contribué concrètement à la réduction des facteurs de conflits dans la région du Hodh Chargui car les réfugiés participent davantage aux activités communautaires et les activités menées dans le cadre du projet ont contribués à la diminution de la pression sur les ressources naturelles.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 ﬁchiers dans diﬀérents formats (ﬁchiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONAL]

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Une mission de suivi évaluation a été réalisée en fin de projet et une évaluation finale du projet a été également réalisé en Mai.* *De plus des missions régulières conjointes (OIM/HCR) ont été réalisées pour faire le suivi des activités sur le terrain et s’assurer de leur bonne exécution avec le partenaire de mise en œuvre SOS désert.*  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? OuiLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Oui. Ce sont les enquêtes réalisées auprès des bénéficiaires lors de l’enquête endline et de l’évaluation finale du projet.*Enquête endline : Cette enquête de fin de projet réalisé par l’OIM et le HCR en mars 2022, a permis d’interroger 316 personnes (25% des bénéficiaires totale du projet) avec 43% de jeunes et femmes (16-35 ans) répondants. Les localités touchées sont celles où se concentrent le plus grand nombre de bénéficiaires (Koussana, Avernane, Hssey lebyadh, Kindourlé, Ehel Ahmedou, Bassikounou.).* *Evaluation finale du projet : Conduite en mai 2022 par un consultant national, elle a touché 283 bénéficiaires situés dans les localités du projet (Avernane , Koussana, El lewhiyat,Ehel Ahmedou..). 60% des bénéficiaires interrogés se situent dans la localité de Koussana et Avernane. 228 répondants sont des jeunes (15-35 ans) avec 55% de jeunes femmes et 45% de jeunes hommes.* |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?Oui l’évaluation finale du projet (Annexe 4) | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 628 260 MRU (17 300 USD)Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:       |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):                                  |
| **Eﬀet catalytique (non ﬁnancier)** : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix?[ ] Aucun eﬀet catalytique[ ] Peu d’eﬀet catalytique [ ] Eﬀet catalytique important [x] [x] Eﬀet catalytique très important [ ] Je ne sais pas[ ] Trop tôt pour savoir | Veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier)Veuillez limitez vos réponses à 3000 caractèresLa reconnaissance officielle des comités villageois, au-delà de son aspect pratique, participe de l’inclusion des communautés, notamment jeunes et des femmes, dans l’architecture locale de prise de décision. Elle leur redonne une confiance et une estime de soi qu’ils avaient perdu. Elle est de ce fait, un achèvement substantiel que le projet a permis d’atteindre car elle rétablit et renforce le lien entre communautés et autorités et reconnait la contribution communautaire à la gouvernance locale. |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.$
2. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.
3. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

1. 131 personnes dont 69 femmes et 62 hommes ont bénéficié d’activités génératrices de revenus dans la localité de Koussana. 149 personnes, dont 76 femmes et 73 hommes, ont bénéficés d’AGR à Avernane [↑](#footnote-ref-2)
2. 72% des femmes et des jeunes hommes et femmes interrogés lors de l’enquête endline du projet (touchant un échantillon de 316 personnes soit 25% des bénéficiaires total du projet) se sentent autonomisés en tant qu’agent de la paix à la suite des formations en leadership communautaire et la gestion des conflits. [↑](#footnote-ref-3)
3. Un cadre de coopération entre la CRGF et les comités villageois a été développé. [↑](#footnote-ref-4)
4. 75,51% des membres de comités villageois interrogés lors de l’évaluation finale du projet confirment qu’ils sont directement impliqués dans la gestion des conflits. Les comités villageois ont résolu au total une centaine de cas de conflits communautaires dans la communauté hôte et environ 34 dans le camp de Mbera. [↑](#footnote-ref-5)
5. 76 comités villageois ont été redynamisés dans le cadre du projet PBF et 58 comités villageois ont été créés sous le financement de PRM (*The U.S. Department of State’s Bureau of Population, Refugees, and Migration*). [↑](#footnote-ref-6)
6. 92% des jeunes et femmes interrogés lors de l’enquête *endline* du projet se sentent mieux intégrés dans la vie économique de leur région et affirme pratiquer une activité génératrice de revenu à la suite des formations. [↑](#footnote-ref-7)
7. Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, Ministère des affaires islamiques et de l’enseignement originel, Ministère de l’emploi et de la formation professionnelle, Ministère de l’agriculture, Ministère de l’élevage. [↑](#footnote-ref-8)
8. Délégation générale à la solidarité et à la lutte contre l’exclusion : organisme national chargé de la lutte contre l’exclusion et les inégalités. [↑](#footnote-ref-9)
9. Cette étude a été partagée avec des banques et agences de développement (Banque mondiale, GIZ...) qui investissent notamment dans le cadre du développement économique et dans le secteur de l’eau et de l’assainissement dans le camp de Mbera et hors camp. [↑](#footnote-ref-10)
10. Constructions de boutiques communautaires pour les femmes (2), boutiques aliments bétail (2), forage solaire (1), puit maraicher (1) , maraichage à Koussana , moulins à grain (4) [↑](#footnote-ref-11)
11. 11 978 USD [↑](#footnote-ref-12)
12. 1948 USD [↑](#footnote-ref-13)
13. 246 USD in total [↑](#footnote-ref-14)
14. Les AVEC opèrent sur un cycle allant de 6 à 12 mois. Les membres versent leurs cotisations à la caisse de solidarité et achètent des parts en vue de constituer un fond de crédit. En épargnant régulièrement, les membres des AVEC font du crédit à partir de ces épargnes et se les partagent [↑](#footnote-ref-15)
15. Les femmes et les jeunes représentent près de 70% des membres des comités villageois. [↑](#footnote-ref-16)